

Dés le XVI^{ème} siècle, Machiavel est sorti du cercle étroit des universités et des académies pour entrer dans le patrimoine de la culture européenne. C'est pour ou contre lui que se posent désormais les questions des limites du pouvoir des princes, du partage entre la morale et la politique, de la conformité des agissements des gouvernants aux préceptes de la religion. Toute la question va porter sur les interprétations de ses théories, interprétations¹ qui vont varier au fur et à mesure des époques et des violences de la vie politique. A partir de la critique ou de l'adhésion aux idées de Machiavel, les positions iront du procès d'intention, de la dénonciation ouverte ou cachée et de la justification de telle ou telle prise de position, de telle ou telle conduite.



Mais contrairement à ce que l'on pourrait croire, ce n'est pas autour du *Prince*, (que les professeurs de philosophie privilégient comme œuvre intégrale dans le cadre du programme de philosophie de la classe de Terminale) que les polémiques successives autour de son œuvre se sont cristallisées. Ce sont les *Discours* qui ont d'abord enflammé les esprits. Longtemps considéré comme un bréviaire de la vie civile, ils seront exploités pour tenter de justifier la révolution et son cortège de massacres. Raymond Aron avait souligné ce problème lié avec sa perspicacité habituelle en faisant pencher la balance dans un sens favorable à Machiavel:

« On sait que Machiavel a été méconnu ou faussement interprété parce qu'on a lu *Le Prince* mais non les *Discours*, parce qu'on a pris une théorie des principautés nouvelles pour une théorie du gouvernement en général »².

Ces « querelles de Machiavel et du machiavélisme » ont une histoire qui peut contribuer à comprendre l'histoire de la philosophie politique occidentale.

Le XVIII^{ème} siècle : les *Discours* avant le *Prince*

Globalement, les Lumières constituent une phase de réhabilitation de la figure de Machiavel. Cette préférence donnée aux *Discours* a constitué un des traits marquants de la disposition des hommes des Lumières à l'égard de cet auteur. Exploités pour tenter de justifier la révolution, depuis les puritains cromwelliens jusqu'aux Pères fondateurs de la Constitution américaine, en se donnant comme précédent et modèle le républicanisme romain (que Machiavel illustre précisément dans *Les discours*) ce républicanisme machiavélien est mis en concurrence dans la seconde moitié du XVII^e siècle, en Angleterre et en Hollande, avec un autre modèle, celui de la république aristocratique et le « régime mixte » de Venise.

Les lectures dites *obliques*, en particulier au sein de la tradition républicaine, vont surtout permettre de lever (au moins en partie) la condamnation de Machiavel comme « conseiller en tyrannie ». À travers la théorie du républicanisme masqué, l'homme et sa pensée vont être dissociés de ce que l'on a coutume d'appeler aujourd'hui le machiavélisme. L'opposition entre une politique conçue comme tromperie et tyrannie et une politique rationnelle et éclairée conditionne désormais les débats sur Machiavel et ses fautes supposées.

L'esprit – ou l'anthropologie – des Lumières ne pouvait véritablement accepter le pessimisme anthropologique de Machiavel. En face, les théoriciens du droit naturel ne pouvaient se satisfaire de

¹ Isaiah Berlin recense au fil des siècles pas moins de vingt interprétations majeures et... contradictoires.

² *Machiavel et les théories modernes*, Paris, éditions de Fallois, 1993. Il distingue le machiavélisme « moderne » de celui de Machiavel, et définit celui-là comme une « philosophie historique » ou une « politique à l'usage des tyrans » qui ne connaît pas les citoyens vertueux et la République modérée que Machiavel préférerait aux excès du Prince. C'est en ce lui que se trouve la théorie dont s'inspire la pratique des régimes totalitaires.

l'hypothèse d'un État qui, en particulier dans *le Prince*, semblait représenter une fin en soi. Cette perspective d'une distinction entre Machiavel et le machiavélisme permet de résoudre (en partie du moins) ce que l'on continuera cependant souvent d'appeler, à la suite des analyses de l'anglais T. B. Macaulay en 1827, « l'énigme » de Machiavel »³.

À la suite de la Révolution française, les lectures de Machiavel deviendront moins des justifications que des enjeux et des projets liés non plus aux États d'ancien régime, depuis leur constitution au XVI^e siècle jusqu'aux monarchies absolues du XVIII^e siècle, mais à la nation ; la nation dont il faudra retrouver les origines proches ou lointaines et dont il faudra définir la destinée et bâtir l'avenir.

La question posée est alors celle-ci : qu'est-ce que la nation, comment la construire et comment souder l'État à la nation - (et accessoirement, la nation à l'État).

En Allemagne, la tonalité est donnée par Hegel, quand en 1803 il se demande comment la nation allemande peut sortir de l'« anarchie légale », et par quels moyens, sans être encore un État, elle peut constituer un peuple. Il estime que cette unification du peuple-nation dans l'État nouveau, a été annoncée par Machiavel. À partir de Hegel, suivi bientôt par Fichte et son idée du *Zwanganstalt*, le pouvoir de contrainte exercé par l'État souverain, se dégage en Allemagne tout au long du XIX^e siècle une ligne philosophique qui se prolongera, sous Bismarck, jusqu'à Treitschke et Nietzsche, qui liront Machiavel sous l'angle de la force et de la volonté de puissance.

En Italie, dès 1796 et l'exportation des principes de la Révolution française, la question portera sur les façons de construire un État-nation moderne, une fois l'indépendance acquise et les « barbares » chassés. La théorie de Rousseau, affirmant dans *le Contrat social* que « le Prince de Machiavel est le grand livre des républicains » puisque « en feignant de donner des leçons aux rois, il en a donné de grandes aux peuples », est la plus représentative de ces réponses philosophiques. Cette lecture du *Prince* comme une satire du pouvoir tyrannique est aussi celle de l'auteur de l'article Machiavélisme dans l'Encyclopédie : probablement Diderot.

A la fin d'un siècle des Lumières, le « procès » de Machiavel semble être sur le point de se clore.

Pas tout à fait pourtant...

Le XIX^e siècle : l'énigme Machiavel

Au XIX^e siècle, Machiavel est devenu à plein titre non seulement un classique du patrimoine culturel italien, mais un classique indiscuté du patrimoine de la culture européenne.

Un des éléments nouveaux de la façon de lire Machiavel réside alors dans le souci constant d'historiciser sa pensée. Dans cette optique, la partie la plus inactuelle de sa pensée, mais aussi la plus inacceptable, est liée aux temps où il a vécu et à la position où il s'est trouvé. Sa partie « infernale » – cette partie dont « il faut moins en accuser Machiavel que son siècle » – serait propre à une Italie du XVI^e siècle comparable à un immense théâtre d'excès impunis, rempli de scènes de dissolution et de méchanceté flagrante, d'atrocités sans châtements et de crimes sacrilèges. Tout un courant va tenter de sauver le machiavélisme en proposant l'idée selon laquelle l'infortune de Machiavel serait d'avoir été associé à ce que l'on appelle le *machiavélisme*, et d'avoir donné un code à un type de politique, (qui existait bien évidemment avant lui). C'est ainsi que, au nom du machiavélisme, les révolutionnaires auraient osé prétendre que le crime n'existe pas en politique, contribuant de la sorte à légitimer la violence et la dissimulation comme un moyen « populaire » de gouvernement.

Sans que la pensée de Machiavel soit ici séparée du machiavélisme – conçu comme la substitution de la voix de la morale par celle de l'intérêt –, cette influence se serait manifestée lors de la Révolution par l'acceptation du divorce entre la politique et la morale, et par la prééminence de principes qui font de la force un moyen légal, de la perfidie un moyen infaillible, et des succès un titre d'absolution pour tous les crimes heureux ; et ce jusqu'à l'idée, mise en pratique par la Révolution puis par Napoléon, (tenu pour le plus habile disciple de Machiavel), selon laquelle il n'y a point de crime en politique.

³ Un « mot », écrit Flaubert, « qu'on ne doit prononcer qu'en frémissant » (*Dictionnaire des idées reçues*). « Ne pas l'avoir lu, mais le regarder comme un scélérat » (*Catalogue des opinions chics*).

Les textes sur Machiavel de l'époque ont l'allure de discours de procureurs ou de juges d'instruction, attentifs à séparer, à l'intérieur de cette pensée, ce qui reste actuel et acceptable de ce qui est impraticable, à une époque où le droit public de l'Europe est devenu une religion, ou plus précisément une idolâtrie.

Mais même distingué de Machiavel, le machiavélisme continuera d'étendre son ombre sur l'auteur.

Autour de 1848, les républicains français interprètent les « révolutions d'Italie » à la lumière des doctrines de Machiavel et en particulier de sa critique du rôle historique de l'Église. En retour, ils projettent sur *le Prince* des problématiques qui sont celles du printemps des peuples. L'ouvrage représenterait, sur le plan philosophique, une nouvelle « époque du monde, celle où le catholicisme, disparaissant sous les crimes de la cour romaine et le protestantisme ne faisant que poindre, le droit politique reste un moment incertain hors de l'un et de l'autre, comme si la terre venait d'échapper à Dieu. C'est cet interrègne de la providence, cette suspension de l'autorité d'en haut, cette interruption de la vie religieuse et de l'idée du droit que le machiavélisme représenterait.

Au cours de la seconde moitié du XIXe siècle, les usages politiques de Machiavel cèdent le pas, en revanche, à une conception plus détachée de l'histoire contemporaine. Le dernier texte dans lequel persiste cet usage politique est le *Dialogue aux enfers entre Machiavel et Montesquieu* écrit par le journaliste et avocat anti-bonapartiste Maurice Joly en 1864. L'ouvrage lui valut deux années de prison : à travers la voix de Machiavel s'exprime celle de Napoléon III, dont le régime est évoqué de façon fort réaliste. Machiavel incarne la politique de la force, tandis que Montesquieu représente la politique du droit. Par-delà la représentation du Second Empire est décrit le despotisme moderne, celui du « monstre qui s'appelle l'État dont les bras s'étendent partout », un despotisme fondé sur la manipulation de l'opinion publique, l'omniprésence de la police, qui a remplacé les monarchies absolues, devenant la seule forme de gouvernement réellement approprié à l'état social des peuples modernes.

L'époque positiviste consolide l'idée d'un Machiavel théoricien de la politique expérimentale, représenté d'abord comme un « publiciste empirique » : incarnant l'esprit le plus authentique de la Renaissance, il aurait fondé la science politique moderne en introduisant la liberté d'examen, l'esprit historique et critique et la méthode d'observation.

Le XXème siècle : histoire et politique

Dans l'après-guerre italien la « question Machiavel constitue moins une « question qui se refermera jamais »⁴, selon la célèbre formule crocéenne de 1949 – qu'une question destinée à ne plus se rouvrir véritablement. Tandis qu'ailleurs, comme l'écrivait le philosophe français Éric Weil en 1951, la guerre avait « porté Machiavel des bibliothèques sur les places publiques », le destin italien du secrétaire florentin était, dans une certaine mesure, de rentrer dans les bibliothèques après ses échappées fascistes. Quant au Machiavel fasciste – ou plutôt le Machiavel « du fascisme » –, il fut tout simplement laissé de côté, malgré quelques travaux.

Durant la première moitié du XXe siècle, la tentative des théoriciens du fascisme italien de faire de Machiavel un de leurs « prophètes », un précurseur de l'État nouveau instauré par le Régime, devait rouvrir de façon dramatique – et pas seulement en Italie – ce que Raymond Aron appellera en 1943 : la « querelle du machiavélisme ».

L'époque de l'entre-deux-guerres a représenté en effet un autre véritable « moment machiavélien » où la pensée du secrétaire florentin, en tant que théoricien des mutations et de l'instabilité politique, et aussi des moyens nécessaires pour parvenir à l'instauration d'un « ordre », a été d'une grande actualité. En Italie, après le tournant de 1925 et l'instauration de l'État fasciste, la relecture de type totalitaire de la pensée de Machiavel se développe au fur et à mesure que se construit la doctrine de « l'État éthique » dont Machiavel aurait été l'un des premiers précurseurs.

Au cours des années 1930, lorsque le régime accentuera son caractère militaire et impérialiste en se rapprochant de l'Allemagne nazie, Machiavel ne sera plus seulement considéré comme un précurseur du

⁴ Selon la formule de Croce de 1949, restée célèbre.

Stato etico ; relu dans une optique nietzschéenne, il deviendra avant tout un penseur de la force et de la « mission de puissance » de l'État moderne fasciste. Cette lecture totalitaire a été critiquée en Italie par les intellectuels antifascistes. Aux « Machiavel sur mesure » dessinés par les doctrinaires du régime s'opposaient alors les interprétations de Piero Gobetti et Antonio Gramsci, ou encore celle de Benedetto Croce, inamovible défenseur de Machiavel. Croce admet bien sur qu'il y aurait « une erreur ou l'ombre d'une erreur », lorsque Machiavel admet que « les infractions à la morale, les mauvaises actions, les délits peuvent être bénéfiques, ou produire un bien dans l'histoire » (comme là où Machiavel - *Discours sur la première décade de Tite-Live* - justifie le meurtre de Romulus au nom de ce bien suprême que serait la fondation de l'État romain). Croce précise que ce n'est pas Machiavel, mais « l'allemand Hegel » qui serait à la source empoisonnée du cynisme et de l'*hubris* des tyrans nationalistes modernes, tandis que l'Italien se serait limité à se résigner aux faits, dans leur « dureté inamovible ». Pour Croce, « Machiavel était un génie, mais italien, et par conséquent sensé : « le génie qui naît ailleurs n'est pas toujours sensé ».

De sorte que, dans l'entre-deux guerres, parler de Machiavel signifiait prendre position sur toutes les questions fondamentales de la politique et de l'histoire de l'Italie.

L'énigme de Machiavel reprend des couleurs avec un texte de 1934 de l'italianiste français Henri Hauvette⁵. L'ombre, ou le spectre, du fascisme se retrouve dans des travaux savants ou dans une pièce de théâtre comme celle d'Alfred Mortier en 1931, intitulée *Machiavel*, qui met en scène le dialogue entre le secrétaire florentin et César Borgia, dans lequel l'auteur admire en Machiavel un précurseur du fascisme.

Les « liaisons dangereuses » entre machiavélisme et totalitarisme sont au contraire dénoncées dans l'essai virulent de Henri Berr, *Machiavel et l'Allemagne*, (1939) dont l'analyse de la place de la pensée de Machiavel dans l'évolution de l'idéologie allemande met à jour une filiation entre Machiavel et les auteurs allemands mobilisés par le régime nazi (Fichte, Hegel, Treitschke, Nietzsche, Carl Schmitt). La critique est radicale : il s'agit de remonter à la « source empoisonnée » et montrer que Machiavel a été le premier à faire de l'aspiration à la puissance et de la relativité du droit le noyau de toute politique. Machiavel aurait été le mauvais génie de l'Allemagne à travers la Prusse. Le « poison maléfique » aurait agi dans le culte proclamé de la force bien avant que l'on ne retrouvât dans le machiavélisme hitlérien de *Mein kampf* l'inspiration de Machiavel muée en pangermanisme virulent.

Encore une fois, deux lignes d'interprétation réfléchissent l'énigme Machiavel : les uns, dans la lignée des travaux du suisse Rudolf von Albertini et de l'allemand Felix Gilbert, demandent que l'on opère une contextualisation du propos du Secrétaire florentin, et une inscription de ses textes dans la conjoncture de son temps. Les autres, à la manière de Leo Strauss, soulignent les dangers que sa pensée présente pour les acquis de la philosophie politique classique. D'autres encore revendiquent l'« actualité » de la voix de Machiavel qui nous parlerait toujours, depuis son inclassable « solitude » dans la pensée occidentale.

En France, à partir de 1942, le travail d'Augustin Renaudet, *Machiavel. Étude d'histoire des doctrines politiques*, ouvre l'époque des études universitaires françaises de l'après-guerre mais en 1949, Maurice Merleau-Ponty regrettait l'existence d'un « désaveu de Machiavel » que l'on pouvait percevoir à ses yeux bien au-delà de la France. En 1951, Eric Weil soulignait que la guerre avait « porté Machiavel des bibliothèques sur les places publiques ».

Surtout, désormais, si l'œuvre de Machiavel doit être comprise en faisant référence à l'époque dans laquelle elle se situe, - l'historicité a gagné la bataille - le chemin vers Machiavel passe par la littérature qui lui est consacrée⁶.

Le problème de l'interprétation de Machiavel n'est cependant pas liquidé. Il trouve une sorte de pic de visibilité avec la critique radicale du thomiste Jacques Maritain face au juif libéral Raymond Aron qui va donner un nom à cette problématique, connue désormais sous le nom de : *la querelle du machiavélisme*.

⁵ 1865-1935. Spécialiste de Dante.

⁶ Claude Lefort, *le travail de l'œuvre*, 1972. L'ouvrage est consacré aux capacités de résistance de l'œuvre face aux tentatives d'appropriation de ceux qui voudraient en bannir toutes les indéterminations – voire même toutes les contradictions – qui font la force des classiques. Moyennant quoi, il a fait de l'œuvre de Machiavel ce qu'on appelle un « classique » et l'a répercutée dans *l'orbis litterarum* pour les siècles de siècles.

Jacques Maritain-Raymond Aron

De l'énigme Machiavel au « mystère de la clarté machiavélienne ».

Les positions de Raymond Aron quant à Machiavel et au machiavélisme, en particulier dans leur rapport à la démocratie, sont avant tout le fruit d'un débat qu'il a entretenu avec Jacques Maritain, débat qui prend naissance pendant la Résistance. On ne peut comprendre ses positions en dehors de ce débat et de l'anti-machiavélisme exprimé par Jacques Maritain⁷. Pourtant, Aron et Maritain ne s'opposent pas fondamentalement dans l'interprétation qu'ils font de l'œuvre machiavélienne : peut-on, au lendemain de la Seconde guerre mondiale, poursuivre la mobilisation de Machiavel ?



Où est-ce que Machiavel sera pour toujours entaché de son instrumentalisation totalitaire qui a bouleversé le rapport entretenu à cet auteur ?

Aron se distinguait de la plupart de ses interlocuteurs de la fin des années 1930 par son diagnostic pessimiste sur la nature des adversaires de la France et de la démocratie et sur la combativité de ces derniers et d'autre part, par son souci de ne se placer ni sur le plan de la condamnation morale ni sur celui de la contemplation désintéressée ou de acceptation fataliste mais sur celui des nécessités parfois désagréables de action. Pour lui, ce qui donne à la politique sa « sombre grandeur » c'est que dans les situations « extrêmes », des situations exigeant des moyens moralement détestables, les hommes d'État en viennent à accomplir des actes qu'ils détestent parce qu'ils se croient, en âme et conscience, comptables du destin commun.

Machiavel établit selon lui des lois scientifiques, empiriques et non morales. Son analyse débouche sur une forme de désarroi : *« Peut-être est-il impossible de s'y opposer. Mais il n'est pas facile non plus d'y souscrire ».*

Dans les textes inédits datant de la période 1938-1940, Aron définit le machiavélisme comme « l'adaptation de la technique autoritaire et de la méthode « réaliste-rationaliste » aux conditions actuelles de la politique » et il souligne les risques que comportait la réduction de la politique à une technique de pouvoir possédée par des « organisateurs », des « ingénieurs du psychisme » utilisant les hommes comme une matière à modeler⁸. Une telle conception « technique » de la politique risquait d'aboutir à une forme de nihilisme dans la mesure où elle n'avait d'autre finalité que la « puissance ». Le machiavélisme, sorte de pragmatisme radical essentiellement amoral sinon immoral est avant tout une technique de l'action qui part des moyens et peut se révéler indispensable lorsque la conservation de l'État est engagée.

A ce titre, il y aura toujours place dans les démocraties pour une forme de machiavélisme. Aron estime que Maritain laisse dans l'ombre, du fait d'un certain irénisme, la part d'art et de technique inhérente à la politique. Si Machiavel conserve son pouvoir de fascination, c'est parce qu'un État démocratique ne peut rompre totalement avec un machiavélisme « modéré », à redéfinir en fonction des circonstances, mais un machiavélisme tout de même. Et les démocraties ne peuvent se passer d'utiliser des moyens efficaces propres à la politique, surtout lorsqu'elles sont menacées par des régimes prêts à utiliser tous les moyens pour parvenir à leurs fins.

Le machiavélisme *moderne* est conçu comme une philosophie politique qui isole la politique et ne sait rien au-delà du maintien du pouvoir. Il rappellera que les élites violentes et cyniques qui ont accompli les révolutions autoritaires du XXe siècle, en s'appuyant sur les masses tout en les méprisant, concevaient la politique sur le mode machiavélique. Ces textes constituent la mise en évidence d'instrumentalisation de

⁷ S'ils ne se sont jamais physiquement rencontrés, ils ont entretenu un ensemble de lettres et fait publier des articles alimentant leur débat.

⁸ En quoi il rejoint Jacques Maritain, qui mettait en garde contre la technicisation du politique.

la pensée de Machiavel à des fins de légitimation du régime fasciste. Machiavel il est vrai, occupe une place toute particulière dans la formation de la pensée fasciste.

Jacques Maritain perçoit le machiavélisme comme antinomique à la démocratie, incarnant le mal absolu (il refuse d'entrer dans le débat entre un machiavélisme *modéré* et un machiavélisme *absolu*). C'est dans une volonté de réhabilitation de la pensée machiavélienne, en dissociant ses différentes interprétations formant les machiavélismes, qu'Aron s'inscrit dans le débat. Catholique intransigeant, dénonce le lien entre la conception machiavélienne de l'État et la politique de puissance des « tyrannies modernes ». Du machiavélisme de Machiavel au machiavélisme « total », celui des régimes totalitaires, le glissement est inévitable, irrésistible. Il appelle donc de ses vœux non seulement une fin du « machiavélisme absolu », (celui de ces « tyrans modernes » qu'étaient Hitler et Mussolini) mais une fin du « machiavélisme modéré », celui des « soi-disant réalistes », (un Richelieu ou d'un Bismarck). Et s'il condamne le « machiavélisme de Machiavel », c'est parce qu'il a donné bonne conscience à ces chefs et créateurs d'États modernes qui emploieront l'injustice et le mal pour satisfaire leur volonté de puissance.



C'est une remise en question radicale.

Toute sa vie Aron a vu l'essence du totalitarisme dans la conjonction du machiavélisme et du messianisme (marxiste en particulier). Dans ces textes de jeunesse il définit une pensée machiavélique par la rencontre des éléments suivants : une conception pessimiste de la nature humaine, une méthode expérimentale et rationaliste et l'exaltation de la volonté humaine et des valeurs d'action. Ce qui l'intéressait était moins l'œuvre de Machiavel pour elle-même que la manière dont elle aidait à comprendre le totalitarisme moderne et à lui résister et envers Machiavel, il est admiratif, intrigué, distant, ambigu, et d'une élégante réserve. Sa position ultime s'exprime dans le choix entre un Machiavel observateur sans illusions et Marx le prophète. C'est un non choix qui permet laisser « se poursuivre en nous et au dehors un dialogue inépuisable et indéfini ». Un non choix qui est aussi un aveu d'impuissance.

« Qui devons nous admirer le plus : celui qui préfère le salut de son âme, ou celui qui un jour, s'écrie : « *Hier stehe ich, ich kann nicht anders* »⁹ .

Aron, sur ce point a choisi sans peine mais, dit-il :

« j'en a payé le prix ou recueilli la récompense : je ne franchis pas le seuil de l'action politique et je reste, non comme le peuple de Romagne, satisfait et stupide, mais comme tous ceux qui spéculent sur l'action sans agir, frustré et secrètement satisfait – peut-être ».¹⁰

Le machiavélisme : poison dans le sang de l'Europe ou poignard dans ses flancs

Les régimes totalitaires ont bouleversé le rapport à la pensée moderne en poussant les intellectuels à produire un effort réflexif sur l'essence même de la modernité politique, le plus souvent en lien avec la question du machiavélisme. Sans jamais poser clairement le fond de la question ce qui eût tout simplement mis un terme à leur « inépuisable dialogue » : Machiavel a projeté la sphère politique en dehors de la sphère morale. Où depuis elle y est restée. La question du politique ne se pose plus désormais en terme de « bien commun », mais dans les termes du machiavélisme et de Machiavel. Il ne faudra que trois siècles de plus pour que l'essence du politique soit confondue avec la violence et la puissance, ce qui a mobilisé Michel Foucault et ses épigones.



⁹ Je me tiens ici et ne puis rien de plus

¹⁰ *Machiavel et les tyrannies modernes*, Edition de Fallois, Paris, 1993. Texte établi et annoté par Rémy Frémond. Il porte la dédicace suivante : *A Suzanne Aron, parce que ce livre lui eût été dédié en 1940.* (Date où ces textes ont été écrits)

Friedrich Meinecke¹¹ reconnaissait en Machiavel le père de la « Raison d'Etat », et comparait son œuvre à un poignard plongé dans le corps politique de l'Occident. L'Europe porte encore ce poignard dans les flancs de son histoire. Elle ne semble toujours pas songer à l'arracher...

BIBLIOGRAPHIE

HASSNER Pierre. Raymond Aron : Machiavel et les tyrannies modernes. In: Revue française de science politique, 44^e année, n°1, 1994. pp. 144-147

http://www.persee.fr/doc/rfsp_0035-2950_1994_num_44_1_394819

MARITAIN Jacques, « Fin du machiavélisme » in *L'homme et l'Etat*, Paris, PUF, 1953.

SFEZ Gérard, « Machiavel en France et la seconde moitié du XX^e siècle » in CARTA Paolo,

TABET Xavier (dir.), *Machiavel aux XIX^e et XX^e siècles*, Padoue, CEDAM, 2007

TABET (Xavier), « La « querelle de Machiavel » en France aux XIX^e et XX^e siècles », Philosophie du droit, p. 217-23, *Volume 5 - 2013*)

VERGER Grégory, « Machiavel et machiavélismes au XX^e siècle, Relecture critique de Raymond Aron (acadumia).

¹¹ 1862 – 1954. Historien allemand, qui a dénoncé paradoxalement le nazisme sur fond d'antisémitisme. Il faudrait aller lire son œuvre, mais il attribue aux Juifs une responsabilité dans la chute de l'Allemagne. Il ne semble pas traduit en France. Il est vraisemblablement dans les listes noires des historiens allemands.